

# De Limoges à St Etienne,

## Continuité ou Rupture?

IDEES

"Congrès Historique", "Grand Congrès" : tous les congrès de l'UNEF reçoivent ces qualificatifs. Mais sortir de la banalité pour définir l'orientation du 72ème congrès par rapport à celle du 71ème n'est pas évident.

Cette question n'a rien de théorique car y répondre, permet d'avancer dans la maîtrise de notre nouvelle stratégie. De plus, quand on connaît la vitesse de rotation de nos cadres et le fait que nombre de délégués de SAINT ETIENNE n'étaient pas présents à LIMOGES, débattre de ce problème, c'est donner à tous nos adhérents une vision plus historique du syndicalisme étudiant.

### Continuité ou rupture ?

Le fait marquant entre ces deux congrès, est l'irruption avec force des problèmes universitaires sur la scène politique, et plus largement, dans la société française.

Depuis plus d'un siècle, les questions de formation et d'éducation ont toujours été au centre de la vie politique.

Mais, avec novembre-décembre 86, l'Université et l'Éducation Nationale sont devenues la priorité des priorités de tous les hommes politiques.

Pourtant, la politique universitaire du gouvernement n'a pas vraiment changé. Il a toujours la même volonté de déstructurer, de recomposer l'Université, de précariser la situation des étudiants, des enseignants et des personnels ATOS.

En fait, la rupture concernant la politique universitaire gouvernementale se situe en 1984, avec l'arrivée de CHEVÈNEMENT.

Les trois congrès de l'UNEF qui ont eu lieu depuis cette date, en ont fait l'analyse avec finesse.

Les 70ème, 71ème, et 72ème congrès sont donc bien en continuité dans leur analyse, puisque les politiques des différents gouvernements le sont aussi.

L'autre axe de continuité est la mise en avant des luttes comme moyen de riposter aux attaques et de changer l'Université.

Mais à LIMOGES, le grand congrès se fait par le cadre que nous fixons au développement des luttes. Nous parlions en effet de syndicalisme au coeur des études.

Faire face aux attaques tout azimut dont nous sommes victimes, suppose de riposter là où elles ont lieu : dans les Universités, les amphithéâtres et les T.D.

L'instrument de défense proposé est l'association UNEF de l'U.F.R. D'où la mise en avant, lors de ce congrès, des questions d'organisation. L'adhésion de tous les étudiants à l'UNEF devient le thème central de notre pratique syndicale.

Si tous les étudiants ont les mêmes intérêts, ils doivent rejoindre l'organisation qui leur permet de lutter et de changer l'Université. Chaque adhérent devenant acteur du développement des luttes.

Mais, la seule perspective donnée est l'adhésion, devenant parfois, -non pas dans les discours, mais dans la pratique-, un préalable aux luttes.



Le congrès de SAINT ETIENNE rompt radicalement avec cette conception. Ce dernier s'appuyant sur l'explosion de novembre décembre 86, fait l'analyse qu'il y a dichotomie entre étudiants et organisations syndicales.

Eh oui! Les étudiants peuvent avoir une pratique syndicale en dehors du syndicat lui même.

Faire cette constatation n'a pas été facile, car à LIMOGES aussi, nous disions que "le fait syndical était minoritaire à l'Université". Mais il s'agissait à cette époque de faire adhérer toujours plus d'étudiants, pour permettre au syndicat de devenir représentatif et de gagner la lutte engagée contre le gouvernement et le patronat.

Avec SAINT ETIENNE, nous ne remettons pas en cause le cadre où évolue le syndicat.

Et j'insiste sur cette idée.

Le syndicalisme au coeur des études est toujours à l'ordre du jour.

La rupture se situe dans la conception même du syndicat.

En effet, partant d'une analyse de ce qu'est l'Université, de ce que sont les étudiants, analyse éclairée par le mouvement de 86, les Etats Généraux, et confirmée en novembre 87, nous ne mettons plus un signe égal entre mouvement étudiant et syndicats.

Quelle que soit l'admiration que l'on puisse avoir pour le mouvement ouvrier, et en particulier pour la CGT, il est erroné de tracer des parallèles avec ce dernier et le mouvement étudiant.

Il est possible, du fait de la représentativité des syndicats ouvriers (haute participation aux différentes élections professionnelles, nombre d'adhérents, poids dans la société,...) d'apposer ce signe égal entre eux et le mouvement ouvrier.

Par contre, et proportionnellement, la faiblesse du syndicalisme étudiant est une donnée structurelle valable pour bien des années.

Cette relative faiblesse est due à plusieurs facteurs.

Les étudiants sont une catégorie sociale, non pas une classe.

La vie étudiante ne dure que quelques années, on ne naît pas étudiant; ainsi la mémoire étudiante est donc quasiment inexistante. Quels sont les étudiants qui savent que l'UNEF a été à l'origine de la Sécurité Sociale Etudiante ? de la MNEF ? des CROUS ? de l'O.T.U. ?...

Cette différence avec le mouvement ouvrier est notoire. Dans le monde du travail, on se souvient mieux de quand datent les congés payés et qui en est à l'origine...

D'ailleurs, à propos de l'UNEF, faisons tomber des mythes, même lors du renouveau, le nombre d'adhérents n'a jamais atteint des sommets.

Lors du mouvement de 86, les relations entre étudiants et syndicats n'ont pas été en elles mêmes nouvelles. Il y a déjà eu dans les années 70 des coordinations nationales contre la loi DEBRE.

Mais la force de la vague étudiante et ses acquis nous ont permis de renouveler notre analyse et de reconsidérer la place et le rôle de l'UNEF.

L'UNEF n'est pas le mouvement étudiant.

Comme pôle le plus déterminé à changer l'Université, elle est le moteur principal.

Notre organisation peut avoir une pratique du rassemblement de masse, devenir un syndicat de masse, à condition de poser la question de son renforcement comme un plus, et non comme un préalable au mouvement étudiant qui la dépasse largement.

C'est de cette manière que nous gagnerons en représentativité et que le mouvement étudiant ira plus loin.



Pour conclure, je répondrai en quelques mots à notre question de départ.

Nos deux derniers congrès sont en continuité dans leur analyse de la politique universitaire gouvernementale.

Ils le sont aussi pour ce qui est du syndicalisme au cœur des études.

Mais le dernier, par la rupture de conception du rôle du syndicat, effectuée à SAINT ETIENNE, voit ses potentialités se décupler.

L'association d'UFR devient ainsi le meilleur outil du rassemblement et du mouvement étudiant.



Frederick GENEVEE



**CITES U. EN LUTTE.** Hier matin, de nombreux résidents des cités universitaires de la région parisienne ont manifesté devant le siège du Centre national des œuvres universitaires, à l'occasion de la réunion d'un conseil d'administration de cet organisme. Une délégation d'étudiants a été reçue par les responsables du CNO. Une résolution exigeant l'annulation des dernières hausses de loyers, la rénovation des cités U. et la construction de nouvelles, un collectif budgétaire permettant la relance du rôle des œuvres universitaires a été adopté par le conseil d'administration. Il est à noter que les représentants des différents ministères n'ont pas osé s'opposer à ce texte tant la situation faite aux étudiants est scandaleuse. Ces faits sont à mettre à l'actif des luttes qui ont cours dans plusieurs cités, notamment à Antony et à Nanterre. (Photo Jean Texier.)



52, rue Edouard Pailleron  
75019 PARIS

T.: 42.45.84.84 Minitel: 3615 UNEF

# AGIR

Courrier des Directions d'A.G.E.

14-15 Mai 88

Conférence Nationale

Les Bureaux d'AGE

et des Associations de l'UNEF

